

cet homme? Le laisserons-nous tomber ou lui ferons-nous la charité.

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, de toute façon, j'avais l'intention d'intervenir dans le débat. D'entendre le libellé de l'amendement proposé par le député porte-parole de l'opposition officielle, m'a raffermi dans mon intention.

Je partage l'inquiétude des députés au sujet du logement. En dépit des efforts et des succès considérables du gouvernement, ces dernières années, pour accroître le nombre de logements au pays et adopter des mesures aussi progressives que dans n'importe quel pays du monde, il existe, à n'en pas douter, une pénurie de logements au Canada à l'heure actuelle. Bien entendu, cette pénurie se fait sentir plus particulièrement dans les centres urbains marqués par un développement très rapide, notamment celui que j'aide à représenter ici à la Chambre.

Je suis convaincu aussi, comme tous les députés sans doute, que, pendant longtemps encore, les exigences, en matière de logements, se maintiendront à des niveaux jusqu'ici inégalés. Le Conseil économique a très bien exposé la situation, mais je ne crois pas que l'analyse détaillée qu'il en a faite était nécessaire pour nous démontrer ce qui est si évident. Un pays comme le Canada, où la main-d'œuvre connaît l'un des rythmes d'accroissement les plus élevés du monde, ne saurait échapper aux problèmes de logement. C'est là un fait reconnu par le ministre responsable de l'habitation, tout comme par le ministre des Finances et par le gouvernement. Je suis aussi d'accord avec l'honorable député d'Esquimalt-Saanich (M. Chatterton) pour insister sur la question des priorités fiscales, bien que ce conseil me paraisse pour le moins étrange, sinon hypocrite, venant d'un parti qui a, si souvent, depuis quelque temps pressé le gouvernement d'entreprendre de vastes et nouveaux programmes de dépenses, aussitôt que possible, et sans considération aucune pour les responsabilités ou les priorités fiscales ou pour quoi que ce soit, en l'occurrence.

**L'hon. M. Churchill:** Je pense que le terme d'hypocrite n'appartient pas au langage parlementaire.

**L'hon. M. Sharp:** J'avais songé à consulter les résultats électoraux de l'honorable député d'Esquimalt-Saanich et de l'honorable député de Perth (M. Monteith) dont les paroles éloquentes ont été citées par l'honorable député d'Esquimalt-Saanich.

[M. Irvine.]

**L'hon. M. Monteith:** Elles ne sont que trop vraies.

**L'hon. M. Sharp:** Mais j'ai décidé que ce n'était pas vraiment nécessaire, car je me souviens de l'enthousiasme avec lequel les membres de l'opposition officielle nous ont exhortés à dépenser des centaines de millions de dollars dépassant nos moyens...

**L'hon. M. Churchill:** Précisez.

**L'hon. M. Sharp:** Ils ont été affectés à des domaines particuliers, mais je n'ai jamais entendu l'opposition officielle recommander, pour faire place à une priorité, l'abandon d'autres programmes coûtant des centaines de millions de dollars, ou nous inviter à augmenter les impôts à cette fin. Lorsque le gouvernement, dans l'intérêt de la stabilité et de la responsabilité financières, devra à nouveau établir une liste de priorités, le député et ses collègues nous encourageront, j'espère, par leur appui. Ce serait une exception fort agréable. (*Applaudissements*)

**M. Aiken:** Puis-je poser ici une question au ministre? Aurait-il l'obligeance de nous informer des priorités établies par le gouvernement?

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur, j'y viens. Lorsque nous reprendrons le débat sur le budget cette semaine, je discuterai de notre situation financière générale plus longuement, et je demanderai à la Chambre d'appuyer le gouvernement dans ses efforts pour établir et maintenir les priorités et pour restreindre comme il se doit les emprunts dont nous avons besoin. J'espère alors entendre de l'autre côté de la Chambre des applaudissements fracassants.

J'ai écouté ces exhortations au sujet des économies, monsieur l'Orateur, et non seulement de la part des honorables vis-à-vis. Je les écoute presque continuellement et rien n'encourage un ministre des Finances davantage que ce genre d'appui. Mais j'aimerais ajouter que, sur ce champ de bataille, on se bat pour des raisons précises et non pour des généralités. Lorsque je parlerai de façon précise et quand, dans l'intérêt de l'avenir économique de ce pays, je soutiendrai que nous devons continuer à suivre les politiques responsables que nous avons adoptées, j'espère qu'au lieu des critiques habituelles je recevrai des membres de l'opposition l'appui général que laissent prévoir les discours prononcés aujourd'hui.

**M. McIntosh:** Gardez la politique pour les tréteaux.